

**SOMMAIRE****ENERGIE – CLIMAT**

- L'Italie et le Royaume-Uni se mettent d'accord pour l'accueil de la COP 26 en 2020
- Le RU vient d'adopter la neutralité carbone d'ici 2050 dans son arsenal législatif
- Tata va construire la plus grande installation de capture de carbone du RU

ENVIRONNEMENT

- Une étude montre une baisse de la mortalité due à la pollution de l'air au RU

TRANSPORT

- Le RU dévoile de nouvelles mesures pour l'approvisionnement de médicaments en cas de sortie sèche
- Une proposition d'amélioration du réseau ferroviaire dans les Midlands a été soumise au gouvernement
- Alors que Boris Johnson pourrait annuler HS2, des entreprises se mobilisent en faveur du projet
- Le Maire du Grand Manchester a présenté son plan de réforme du réseau de transport de la région

NUMERIQUE

- L'ICO publie un rapport accablant sur l'utilisation des données personnelles dans l'adtech
- La néobanque britannique Monzo évaluée à plus de 2mds£
- BT ouvre un centre d'opérations en cyber sécurité à Paris

RÉGIONS

- La taxe d'habitation contribuerait à accroître les inégalités à Londres
- Les dépendances de la Couronne s'engagent sur la transparence des sociétés

INDUSTRIE

- La SMMT appelle le prochain Premier Ministre à éviter à tout prix une sortie sèche

SERVICES PROFESSIONNELS**L'Autorité de la concurrence veut plafonner les tarifs de certains services aux particuliers**

La CMA souhaite plafonner les tarifs facturés aux consommateurs dans les télécommunications (abonnements ADSL, câble, fibre et mobile) et les services financiers (assurance habitation, prêts hypothécaires et placement d'épargne-retraite) pour les contrats automatiquement renouvelés en l'absence de décision contraire du client. L'annonce de la CMA, qui s'inscrit dans sa stratégie de long terme de défense des intérêts des consommateurs et de lutte contre les discriminations tarifaires entre les clients de longue date et les nouveaux abonnés (loyalty penalty), intervient une semaine après que le gouvernement l'a habilité à directement infliger des amendes aux entreprises facturant des tarifs trop élevés sans avoir à les poursuivre en justice préalablement.

ENERGIE - CLIMAT

L'Italie et le Royaume-Uni se mettent d'accord pour l'accueil de la COP 26 en 2020 – longtemps rivaux, les deux pays ont trouvé un arrangement pour accueillir la [COP 26](#) et vont présenter leur candidature à la conférence des parties de Bonn prévue cette semaine avec de grandes chances de succès. L'arrangement prévoit notamment que l'Italie accueille la pré-cop et un sommet de la jeunesse alors que le RU accueillera la conférence des parties plénière fin

2020. Cette annonce intervient alors que le Gouvernement de Th. May vient de faire adopter sur le plan législatif la cible de neutralité carbone pour le RU d'ici 2050.

Le RU vient d'adopter la neutralité carbone d'ici 2050 dans son arsenal législatif – le RU devient le premier pays à adopter le 27 juin 2019, cette cible recommandée par le *Committee for Climate Change*, instance indépendante chargée de conseiller le Gouvernement sur ces questions. La neutralité carbone ou *Net Zero* signifie que toutes les émissions devront être compensées par l'intermédiaire de la plantation d'arbres ou l'usage des technologies de carbone et de stockage de CO₂. Le RU accueillera par ailleurs à partir du 4 novembre 2019, la [green GB week](#) pour encourager tous les secteurs de la société à remplir leur rôle dans l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone.

Tata va construire la plus grande installation de capture de carbone du RU – la branche tata Chemicals Europe dans le Cheshire (Nord-Ouest de l'Angleterre) va construire un [démonstrateur](#) visant à capturer à partir de 2021, 40 000 tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) par an, soit l'équivalent de 22 000 voitures. Le CO₂ sera issu de la centrale à gaz construite par Tata dans les années 2000 pour alimenter en vapeur et électricité ces usines de fabrication de bicarbonate de sodium. Le CO₂ capturé sera ensuite purifié, liquéfié et réutilisé dans le processus de fabrication de bicarbonate de sodium. Le projet va bénéficier de fonds publics à hauteur de 4,2M€, au côté de [8 autres projets](#) qui bénéficieront d'un soutien public allant de 170 000€ à 7M€. Ces financements s'inscrivent dans deux programmes du Gouvernement : le *Carbon Capture and Utilisation programme* (CCUD) doté de 20M€ et le *Call for CCUS innovation programme* (24M€). Un autre démonstrateur existe à la centrale de Drax dans North Yorkshire mais celui-ci qui capture une tonne de dioxyde de carbone par jour doit le relâcher dans l'atmosphère faut d'avoir trouvé un débouché.

ENVIRONNEMENT



Une étude montre une baisse de la mortalité due à la pollution de l'air au RU – le taux de mortalité dû à la pollution de l'air a [chuté sensiblement](#) au RU entre 1970 et 2010 selon [une étude](#) de *l'environmental research letters* en partie due aux politiques publiques mises en place sur les véhicules et la production d'énergie. L'étude montre cependant que la pollution de l'air reste l'une des principales causes de mortalité et que les rejets d'ammoniaque et de particules émises dans les villes constituent un cocktail mortel pour les populations. Le Gouvernement a publié sa *clean air strategy* après avoir été condamné à plusieurs reprises par le CJUE pour dépassement répété des seuils limites en matière de pollution de l'air. L'étude appelle le Gouvernement à aller plus loin notamment en avançant la date d'arrêt de la vente de voitures à énergie fossile prévue pour 2040 et sensibilisant sur les effets de la consommation de viande.

TRANSPORT



Le RU dévoile de nouvelles mesures en faveur du bon approvisionnement de médicaments en cas de sortie sèche - Afin de garantir l'approvisionnement de biens dits de catégorie 1 – tels les médicaments ou certains produits chimiques - le Ministre d'Etat au Cabinet Office ainsi que le Ministère des transports ont annoncé que le gouvernement prenait des mesures pour sécuriser le transport de fret par traversées en ferry. David Lidington a précisé que ce nouveau plan serait déployé à coût constant. En effet, Chris Grayling a d'ores et déjà été contraint d'annuler de précédents contrats de ferry avec Brittany Ferries et DFDS pour un montant de 51M€, et s'est engagé à compenser Eurotunnel à hauteur de 33M€ pour obtenir l'abandon d'une action en justice contre ces mêmes contrats de ferry. Contrairement aux mesures prévues pour une sortie au 31 mars, ce nouvel « accord-cadre pour le fret » n'engagerait pas le gouvernement à acheter ou réserver des espaces sur des ferries mais fournit plutôt une liste d'opérateurs susceptibles d'être utilisés « si nécessaire et en fonction des besoins ».

Une proposition d'amélioration du réseau ferroviaire dans les Midlands a été soumise au gouvernement – L'autorité organisatrice des transports des Midlands, *Midlands Connect*, a soumis au DfT un plan visant l'amélioration des liaisons entre les Midlands de l'Est et de l'Ouest, pour un montant de 2Md€. Midlands Connect estime que l'utilisation du rail dans les Midlands de l'Est a augmenté de 37% au cours de la dernière décennie. Cette tendance, conjuguée à

une absence d'amélioration de la capacité ferroviaire, a conduit à des liaisons lentes, peu fréquentes et fiables. La proposition de Midlands Connect devrait permettre à 24 trains de voyageurs supplémentaires de circuler par heure, créerait 85 000 sièges supplémentaires par jour depuis et vers Birmingham, pour un total de 6M de trajets supplémentaires par an. La mise en services se ferait par phases, entre 2024 et 2033, et les bénéfices économiques escomptés sont estimés à 669M€ par an d'ici 2037.

Alors que Boris Johnson pourrait annuler HS2, des entreprises se mobilisent en faveur du projet

– Boris Johnson, qui pourrait devenir le prochain Premier Ministre le 23 juillet, a indiqué qu'il procéderait à une révision indépendante de la ligne ferroviaire HS2 (*High Speed 2*) et que ce serait Douglas Oakervee, ancien président d'HS2, qui serait en charge de conduire cette évaluation. Le candidat a estimé qu'au regard des coûts, qui semblaient « incontrôlables », l'analyse de rentabilité serait précieuse, notamment pour déterminer si le projet devait être annulé ou si le tronçon nord et le « *Northern Powerhouse Rail* », entre Leeds et Manchester, devraient être priorités. Si Boris Johnson souhaite commencer par la partie Nord d'HS2, il lui faudra d'abord obtenir l'accord du Parlement – l'examen du projet de loi d'autorisation de la 2^{ème} phase du projet, vers Manchester et Leeds, ayant été reporté. Dans ce contexte, et alors que plus de 4,3Md€ ont d'ores et déjà été consacrés à la préparation de la 1^{ère} phase du projet entre Londres et Birmingham, des chefs d'entreprises adressent une lettre ouverte au futur PM, demandant à ce que ce dernier s'engage à ce qu'HS2 soit réalisé dans son intégralité. De nombreuses organisations professionnelles, comme CBI, IoD, FSB ou British Chambers of Commerce, ont signé cet appel, estimant qu'HS2 a déjà permis d'attirer d'importants investissements étrangers dans les Midlands de l'Ouest et de créer 7000 nouveaux emplois à Birmingham.

Le Maire du Grand Manchester a présenté son plan de réforme du réseau de transport de la région – Alors que Le think tank, IPPR North, révèle que, depuis 2014, les dépenses de transport dans le Nord ont augmenté de 149€ par personne en termes réels, c'est-à-dire moins de la moitié de l'augmentation de 330€ par personne à Londres, le

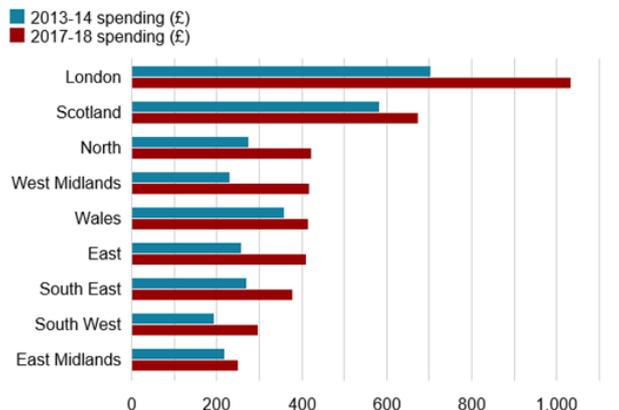


Source: Department for Transport

BBC

Transport spending per person

London has seen a rise of almost £330 per person since 2014



Source: IPPR analysis of Treasury and ONS data

BBC

Maire du Grand Manchester dénonce la faible ambition du gouvernement central pour le Nord et appelle ce dernier à lui fournir les financements requis pour l'amélioration des transports de la région. Andy Burnham s'inspire du modèle londonien et vise un système de transport public intégré et accessible, où le changement de modes de transport sera facilité, notamment par l'instauration d'un système de tarification simple et plafonné. Le système de paiement sans contact sera par ailleurs bientôt lancé, ainsi qu'un nouveau service de vélos électriques en libre-service. Enfin, dans le cadre de sa réforme du régime des bus, le Maire a également annoncé que la franchise serait probablement le mode de sélection des opérateurs privés retenu – si celle-ci était validée par l'Autorité Indépendante du Grand Manchester.

NUMERIQUE

L'ICO publie un rapport accablant sur l'utilisation des données personnelles dans l'adtech – L'équivalent de la CNIL au RU s'est penché sur les problématiques liées à la collecte et à l'utilisation des données personnelles par les nombreux acteurs de l'industrie de l'adtech. Dans un [rapport](#) publié la semaine dernière, l'ICO met en garde contre le non-

respect du RGPD par la grande majorité du secteur. Elle critique notamment l'absence de consentement explicite pour collecter certaines catégories de données et une mauvaise information sur leur utilisation. L'ICO appelle les entreprises de l'adtech à collaborer afin d'améliorer les conditions de traitement des données personnelles et souhaite renouveler son rapport dans six mois pour évaluer les changements réalisés d'ici-là.

La néobanque britannique Monzo évaluée à plus de 2 mds£ – La FinTech londonienne a levé 113mn£ auprès de Y Combinator, Stripe, Accel et quelques autres fonds en capital-risque aux Etats-Unis. Elle est dorénavant évaluée à plus de 2 mds£, plus que sa concurrente Revolut, évaluée à 1,3 mds£ en avril 2018. Les fonds vont notamment être utilisés pour financer l'expansion de l'entreprise aux Etats-Unis.

BT ouvre un centre d'opérations en cyber sécurité à Paris – L'entreprise britannique British Telecoms vient d'ouvrir un [nouveau centre d'opérations en cyber sécurité](#) à Paris. L'équipe sera en charge de travailler sur la détection d'incidents et de menaces ainsi que sur l'automatisation de services dans le domaine cyber. L'entreprise consolide également ses équipes à Madrid et à Francfort. Elle dispose globalement de 3000 experts en sécurité, qui la protège contre 125 000 cyber attaques par mois et offrent à ses clients des prestations de conseil et solutions de défense.



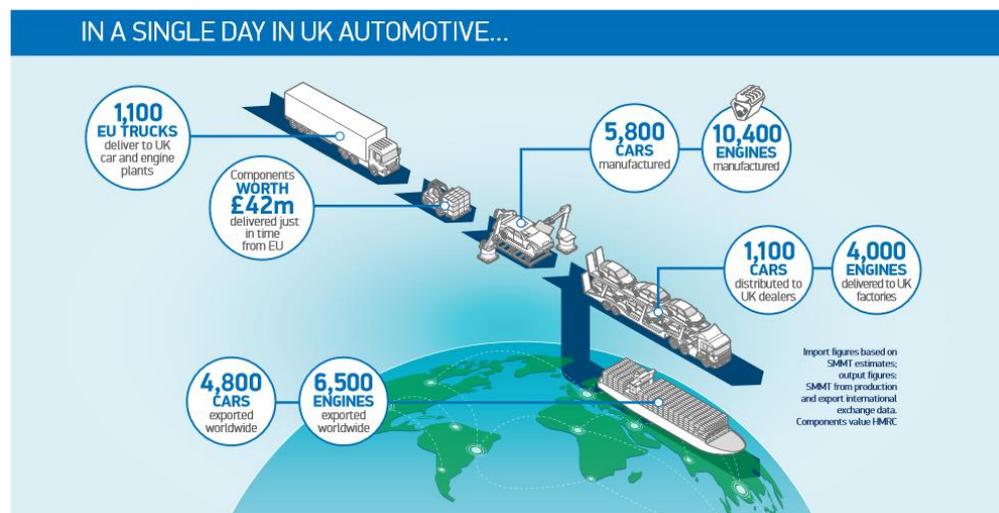
La taxe d'habitation contribuerait à accroître les inégalités à Londres – Selon une [étude](#) du *think-tank* IPPR, le système actuel de taxe d'habitation (*council tax*) serait économiquement inefficace en raison du manque de progressivité des tranches d'imposition et de l'obsolescence du système de valorisation des logements. Aussi le *think-tank* recommande-t-il de supprimer cet impôt au profit d'une nouvelle taxe, prélevée à la source, qui serait proportionnelle à la valeur de marché des logements, et qui s'appliquerait aux propriétaires et non aux locataires (IPPR propose un taux de 0,5 % de la valeur du bien, qui serait « fiscalement neutre » à Londres). Le *think-tank* appelle également à une décentralisation des compétences dans ce domaine au profit du Grand Londres et à la création d'un système d'allocations sociales destiné à soutenir les résidents les plus pauvres qui serait financé par des majorations de la nouvelle taxe d'habitation pour les résidences secondaires et les logements vacants.

Les dépendances de la Couronne s'engagent sur la transparence des sociétés – Jersey, Guernesey et l'île de Man se sont engagées à mettre en place d'ici 2023 des registres publics de bénéficiaires effectifs des sociétés immatriculées sur leur sol conformément aux obligations imposées par la 4^e directive anti-blanchiment (actionnaires ayant plus de 25 % des parts ou des droits de vote, ou à défaut, lorsqu'il est impossible de les identifier, membres de l'équipe de direction). Cette annonce a été globalement saluée par les parlementaires, même si certains députés conservateurs et travaillistes ont regretté une mise en œuvre trop lente de la réforme législative (fusion des registres avec les États membres en 2021, accès aux entreprises en 2022 et présentation du projet de loi sur l'accès public des registres en 2023). L'UE a retiré les dépendances de sa liste grise des paradis fiscaux en mars 2019.



La SMMT appelle le prochain Premier Ministre à éviter à tout prix une sortie sèche – à l'occasion de la publication de son rapport annuel, la SMMT (*Society of Motor Manufacturers & Traders*), organisation professionnelle représentant l'industrie automobile britannique, s'est prononcée en faveur d'un accord de sortie de l'UE, précisant qu'un *no-deal* serait « catastrophique » et engendrerait un « chaos ». Selon ses recherches, 68,4% des voitures enregistrées au RU en 2018 sont importées depuis l'UE, et 52,6% des voitures produites au RU sont exportées vers l'UE ; 80% des pièces détachées importées proviennent de l'UE, tandis que 69% des pièces détachées construites au RU sont exportées vers l'UE. Les droits de douane sur les exportations britanniques de véhicules s'élèveraient à 1.9Md£ et les droits de douane sur les importations s'élèveraient à 2.7Md£. Si ces droits de douane étaient transmis aux consommateurs, alors les consommateurs européens feraient face à une augmentation de 2000£ du prix des véhicules britanniques, tandis que les consommateurs britanniques subiraient une augmentation de 1700£ du prix des véhicules européens. A noter par ailleurs, l'accord de partenariat conclu entre la SMMT et son homologue chinois, le CAAM (*China*

Association of Automobile Manufacturers), la Chine étant la 3^{ème} destination des exportations de véhicules britanniques après l'UE et les USA, et les constructeurs chinois étendant leur présence au RU (Geely avec Lotus et LEVC, BYD avec les bus électriques).



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Rédigé par : Gautier Houel (énergie, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



Contact : Christian Fatras, Conseiller économique, christian.fatras@dgtresor.gouv.fr



Suivez-nous sur Twitter : [@FRTreasury_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)